

1er -16
juillet 1998

n° 96

cinquième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique Economie Finances

DANZAS

The Worldwide Transportation Network

5 ans
sur le terrain ...

Tel/Fax + 855. 23. 723. 464
Ctc : Christophe LEFEBVRE

modèle ?

Encore quelques efforts, et le Cambodge sera un modèle de démocratie dans la région sud-est asiatique.

On dira qu' étant donné le niveau de démocratie pratiqué dans les pays environnants, il n' est pas besoin de sauter très haut pour réaliser une performance honorable, pour être compétitif.

Mais on ne saurait trop louer les efforts et les progrès accomplis par le Cambodge, son parcours impressionnant si l' on considère qu' à bien des points de vue il est encore convalescent.

Les institutions se mettent en place, même si le processus est laborieux. L' organisation des élections s' est passée jusqu' ici correctement : inscriptions sur les listes électorales, enregistrement des partis, expression dans les médias audiovisuels. Les procédures concernant le scrutin lui-même, le secret du vote, la protection des urnes, le dépouillement des bulletins de vote et sa surveillance, font l' objet de tous les soins.

Bien qu' il y ait certainement ici et là des cas de violences et d' intimidations politiques, la crédibilité des élections du 26 juillet n' est jusqu' à présent pas menacée. Si ce cap est maintenu, les plus défiants seront à bout d' arguments.

De sorte que c' est sur la période qui suivra que se porte maintenant l' attention. Avec des éléments assez hétéroclites, il faudra construire un gouvernement efficace, et durable.

Les ingrédients nécessaires, là, seront la bonne volonté, et le sens de l' intérêt général. Pourquoi pas, là encore, un peu d' optimisme ? C.N.

entretien

SAY BORY

membre du Conseil constitutionnel

"j' ai bon espoir que les membres du Conseil constitutionnel seront des juristes avant d' être des politiciens"

On me demande comment je peux concilier le fait d' être nommé par le Roi membre du Conseil Constitutionnel -j' ai prêté serment hier 4 juillet- avec les critiques du Conseil que je venais d' exprimer.

Personnellement, je n' ai pas demandé cette nomination. Mais il n' y a pas de contradiction. Lorsque j' étais bâtonnier de l' ordre des Avocats, mon devoir était d' alerter sur toute illégalité -sans accuser personne- pour dégager le Conseil constitutionnel de toute critique.

Les opinions que j' ai exprimées ne sont pas remises en cause, mais je suis sous l' empire d' une autre loi. J' ai prêté serment de respecter la Constitution. Concernant les membres du Conseil constitutionnel, le kret royal du 24 mai qui les a nommés est exécutoire. Il faudrait que quelqu' un attaque ce kret -mais devant quelle instance ? Ou qu' un autre kret annule le précédent ...

D' autre part j' ai un devoir de réserves. Je ne peux discuter qu' au sein du Conseil constitutionnel. Je n' ai pas le droit de révéler le secret des délibérations, ni d' exprimer mon opinion en public.

brefs rappels

Le Conseil constitutionnel compte 9 membres : 3 nommés par le Roi, 3 par le Conseil supérieur de la magistrature, 3 par l' Assemblée nationale.

Sur les 3 membres nommés par le Roi, Chau Sen Cocsal Chhum, qui s' était d' abord tenu éloigné, a prêté serment le 4 juillet, en même temps que Say Bory. Son Sann refuse toujours de participer parce qu' il estime que le Conseil est politiquement biaisé.

C' est l' article 7. Le fonctionnement du Conseil constitutionnel a d' ailleurs été entièrement copié sur celui de la France.

Cette obligation de secret est une disposition que je regrette. Je préférerais personnellement la transparence. Seule l' opinion publique juge, et la transparence

ces lampes est éteinte, le système ne fonctionne pas.

Les fils conducteurs, les relations entre ces lampes, ce sont les applications. Il ne suffit pas qu' il y ait beaucoup de lois, ce n' est pas encore un état de droit. Il faut que ces lois soient appliquées.

face à six PPC comment résister ?

On me fait une autre remarque : vous êtes le seul représentant de l' opposition dans ce Conseil entièrement PPC : comment pourriez-vous résister ?

Le fait est que moi Say Bory je ne représente qu' une voix, alors que les membres du PPC sont six. Selon la loi sur le Conseil constitutionnel, la majorité absolue suffit pour qu' une décision soit valable. Donc, qu' il y ait 5 ou 6 voix en faveur d' une décision, elle passe. Ma présence dans ces conditions est-elle utile ?

A cela s' ajoute qu' il est interdit aux membres de s' exprimer dans la presse. Les procès-verbaux sont secrets. Seules les décisions sont publiées, avec les motifs. Tout est anonyme. Je suis donc paralysé.

En réalité c' est plus compliqué. J' ai l' espoir que ces membres, qui sont des intellectuels, qui ont fait des études de droit et d' économie, seront sensibles aux arguments juridiques, neutres, objectifs, que je proposerai. Le président du Conseil constitutionnel Chan Sok, ancien président de la cour suprême, est très accoutumé à la procédure, au droit, il est honnête avant d' être PPC.

On ne peut pas nier le risque d' une influence du PPC au cas où il s' agirait pour lui d' une question de vie ou de mort. Mais je

(suite page 2)

au confluent de la Politique et du Droit, un Conseil de sages

aide à la former. J' ai souvent plaidé pour la transparence. Je parie qu' au 21ème siècle on parlera de plus en plus de la transparence comme nécessaire pour la démocratie. Plus encore que la liberté. Qui est responsable ? Qui décide ?

les quatre lampes de l' état de droit

Je pense qu' il faut quatre lampes pour assurer l' état de droit : le Droit, l' Etat, la Justice, des responsabilités. Si l' une de

Pung Peng Cheng a démissionné. Le Roi a nommé Say Bory pour le remplacer. Le Conseil constitutionnel, avec 8 membres, peut donc travailler valablement.

En tant que bâtonnier des avocats, Me Say Bory avait critiqué la nomination de 3 membres par le Conseil supérieur de la Magistrature, l' élection du président du Conseil constitutionnel (CN 93) et avait soulevé la question des diplômés (CN 94).

A l' intérieur

Entretien Me Say Bory
campagne électorale
Khy Tainglim : le Funcinpec
La Commission du Mékong

pp. 1 - 2
p. 3
pp. 4 - 5
p. 5

Finances publiques
L' ASEAN
L' agro-industrie
Livres, Médias

p. 6
p. 6
p. 7
p. 8

(Suite de la page 1)

pense que dans des cas généraux, ses membres ne s'entêteront pas dans des raisonnements contraires à la logique juridique.

Le Conseil constitutionnel est un conseil de sages, ce n'est pas une instance politique. Nous sommes avant tout des juristes. Je ne serai nullement l'"opposition" au sein du Conseil constitutionnel, je n'appartiens à aucun parti politique, je ne serai jamais un pion de l'opposition.

le Conseil constitutionnel, arme du PPC contre l'opposition ?

On me dit : "Vous n'êtes là que pour assurer le quorum, pour donner une arme au PPC pour qu'il tue l'opposition."

"Si l'opposition gagne beaucoup de sièges aux élections, le PPC pourra susciter des actions contre des députés de l'opposition. Et ensuite, donner des coups de téléphone aux membres du Conseil constitutionnel pour orienter leur décision ..."

J'ai une arme très forte ...

Pour ma part je ne céderai pas. Et je dispose d'une arme : si la situation est vraiment scandaleuse, je démissionne et je parle ! C'est une arme très forte. Je ne crois pas que le PPC prendrait ce risque. Pour avoir quelques députés de plus, il ferait perdre au Conseil constitutionnel et à lui-même toute crédibilité.

Je suis toujours plutôt positif, et je pense que le Conseil constitutionnel peut démarrer, qu'il peut marcher.

Je remarque que malgré mes critiques, le président Chan Sok a été très aimable. Il n'y a aucune ambiance hostile à mon égard de la part des membres du Conseil constitutionnel. Nous sommes entre professionnels. C'est le droit qui peut nous réunir.

SAY BORY

Avec le temps, je pense qu'ils deviendront indépendants.

la préparation des élections

Je tiens ici froidement ma réflexion de personne neutre, non partisane : je pense que malgré les critiques la situation n'est pas moins bonne qu'à l'époque de l'UNTAC.

Le CNC (Comité Electoral national) a été formé très rapidement, avec des gens non préparés, alors que l'UNTAC était

inscrits frauduleusement ? Les étudiants n'ont rien rapporté. Il a pu y avoir quelques cas individuels, mais pas dans l'ensemble du pays. On entend parler de 500 000 Vietnamiens inscrits. Il devrait y avoir des traces. Les observateurs de Sam Rainsy rapporteront peut-être quelque chose. Pour l'instant on ne peut rien dire. En tous cas je ne laisserai rien passer d'illégal, même si je suis tout seul.

- si la situation était scandaleuse, j'aurais une arme très forte : la démission.
- préparation des élections : on peut tirer son chapeau !
- pour un gouvernement d'union nationale

formée de gens spécialisés et expérimentés. J'estime que la comparaison est très favorable, et qu'on peut tirer son chapeau. J'observe que les jeunes avocats, mes anciens élèves, qui n'ont pas l'expérience de l'UNTAC, ont très bien travaillé pour le NEC, notamment au département juridique, et à tous les échelons, par exemple Tep Chan Vibol dans le NEC lui-même. Beaucoup d'étudiants en droit participent dans divers départements, même dans la section informatique.

Le succès relatif du Comité tient à cela : il rassemble des forces intellectuelles, en partie juridiques.

Tout n'est pas parfait, j'ai été moi-même bousculé lors des inscriptions, j'ai protesté, et avec une centaine d'étudiants de la Faculté de Droit j'ai constitué une liste d'observateurs. J'étais méfiant. Mais jusqu'à présent nous n'avons pas de cas spécifique de fraude.

Y a-t-il eu des Vietnamiens

Les élections seront-elles crédibles ?

Il faut attendre trois semaines encore et voir comment ça se passera. Mon impression malgré tout est que ceux qui détiennent le pouvoir ont fait beaucoup d'efforts pour maintenir la sérénité.

Mais je m'interroge aussi : comment le hasard fait-il que ce soient toujours des gens de l'opposition qui sont frappés ?

Le Conseil constitutionnel reçoit actuellement les contestations concernant l'inscription des partis (en cas de refus du NEC) et les plaintes concernant les inscriptions sur les listes électorales. Mais il faut dire que les observateurs doivent observer de loin, ne peuvent pas prendre de photos, n'ont pas le droit d'interroger, et s'ils ne connaissent pas les n° d'inscription des fraudeurs, on ne peut rien retrouver, rien prouver. Or les membres du CC sans pièces, sans preuves, ne peuvent pas juger.

majoritaires à l'Assemblée, ce qui imposerait un gouvernement de coalition, ou mieux d'"union nationale" (interview de Say Bory dans ce n°).

résultats imprévisibles

Le résultat des élections reste très incertain, en l'absence de sondages fiables. Ceux qui sont rendus publics (Ifrassorc) sont soupçonnés d'être favorables à Sam Rainsy, qu'ils situent en première position avec 14,3 %

des intentions de vote, devant le PPC (11,9 %), le Funcinpec (5,3 %), le parti de Son Sann (0,3 %) et quantité de partis à 0,1 % : KCP, Ieng Mouly, Loy Sim Chheang, Thach Reng, Pen Sovan, ... Mais le taux très élevé de non-réponses (plus de 67 %) rend toute prévision sérieuse impossible.

L'effet des interventions des leaders dans les médias audiovisuels n'est pas non plus mesurable.

pour un gouvernement d'union nationale

Après les élections ? Je suis partagé. Beaucoup de Cambodgiens ont peur. Ils craignent que, si l'opposition est majoritaire, il y ait une nouvelle guerre civile, que le PPC n'accepte pas ce résultat.

Je suis plus nuancé. Je crois que les politiciens, qui ont travaillé ensemble pendant 5 ans, se connaissent maintenant mieux qu'en 1993. Je ne vois pas la situation de 1993 se répéter.

Je vois plutôt une solution qui serait très bonne pour une jeune démocratie : le PPC gagnerait, mais de peu. On aurait un gouvernement dirigé par Hun Sen, avec une opposition largement majoritaire à l'Assemblée. Le gouvernement aurait ainsi besoin des voix de l'opposition, et l'on aurait un gouvernement d'"union nationale", une expression qui me paraît préférable à celle de "coalition", parce qu'elle implique une volonté de travailler ensemble sur un programme commun, alors que "coalition" évoque plutôt une stratégie, une formule que l'on subit contraint et forcé. D'ailleurs on a fait l'expérience de la coalition et ça ne s'est pas bien terminé ...

On pourrait imaginer que le président de l'Assemblée soit dans l'opposition : Ranariddh ? Ou Loy Sim Chheang ? Que Sam Rainsy soit vice-Premier ministre, ... Qu'un jour Ranariddh monte sur le trône ... Tout cela serait bon pour l'union nationale.

le conseil constitutionnel symbole de sagesse

C'est pourquoi, dans cette période très difficile, au confluent du droit et de la politique, mon rôle au sein du Conseil constitutionnel sera utile. Le Conseil constitutionnel est avant tout un symbole de sagesse.

L'impression générale est cependant que, du moins à Phnom Penh, l'opposition est très présente et vigoureuse. Le Funcinpec, qui a recruté des personnalités comme M. Khy Tainglim, semble se relever. Mais les villageois, c'est à dire la grande masse de l'électorat, ne semblent pas encore fixés.

Ranariddh : une coalition oui, mais sans moi

"Si les élections sont crédibles,

A PROPOS ...

l'opposition participera

Malgré ses réserves sur les conditions de la campagne électorale, renonçant au boycott, les deux partis d'opposition Parti de Sam Rainsy et Parti de Son Sann participeront aux élections du 26 juillet. Le Funcinpec avait déjà fait connaître sa participation.

Selon la rumeur, le PPC arriverait en tête, mais les voix additionnées de l'opposition seraient

Elections : un climat de pressions et de peur ? Ou un rapport "orienté" ?

Le moins qu'on puisse dire est qu'il n'y a pas de accord sur le "climat" de la campagne électorale. Pour le Centre des droits de l'Homme, le climat est détestable, caractérisé par les pressions et par la peur. Pour le gouvernement, cette affirmation est mensongère et politiquement orientée.

le rapport du Centre des droits de l'Homme

Le 1er juillet, le Centre des droits de l'Homme de l'ONU au Cambodge (COHCHR) publie un document de 14 pages, au nom du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Cambodge, Thomas Hammarberg.

Ce rapport recense les cas de "violences politiques et d'intimidation présumées" déclarées au Centre pendant les 5 semaines du 20 mai au 27 juin.

11 cas de meurtres ont été rapportés au Centre, "dont 4 au moins ont des aspects politiques". Les enquêtes sont en cours.

Il y a eu d'autre part "plus de 140 cas d'intimidation politique et/ou de violences déclarés pendant la période considérée (...) La majorité sont des cas d'intimidation d'électeurs (actions d'autorités locales visant à dissuader les gens de voter selon leur libre choix) et des irrégularités dans l'enregistrement des électeurs et dans la campagne électorale impliquant un élément d'intimidation".

Parmi ces 140 cas, le rapport cite en particulier : la tentative d'enlèvement de l'éditeur d'un journal affilié au Funcinpec ; l'arrestation et l'emprisonnement

de Lim Pheng à Kompong Cham, 4 cas d'arrestations arbitraires, de détention, d'intimidation et de mauvais traitements.

Les "intimidations" consistent en : menaces de mort, actes de violence sur des individus, arrestations et détentions illégales, destruction ou enlèvement forcé des panneaux politiques, coups de feu contre les bureaux des partis, la "campagne des empreintes digitales", menace d'un refus de confiscation temporaire de cartes électorales, etc ...

La plus grande partie du rapport est la liste des cas déclarés d'atteintes aux droits de l'homme, après définitions des dénominations ("harcèlement", "menace", "discrimination", ...).

La conclusion du rapport -qui a provoqué aussitôt une très vive riposte du second Premier ministre :

"Ces déclarations (...) illustrent une intimidation et des abus généralisés. Elles reflètent un climat général de pressions et de peur qui est particulièrement apparent dans les campagnes".

des conclusions orientées

Ces quelques lignes provoquent à juste titre des critiques vigoureuses. Elles interprètent en effet de façon péremptoire et dramatique une situation qui est beaucoup plus nuancée.

Il y a d'abord généralisation abusive. Il n'est nullement prouvé que les 140 cas cités d'atteintes aux droits de l'Homme aient des motivations politiques. La très grande majorité de ces 140 cas sont "en cours d'investigation". Les enquêtes menées à Prey Veng par le Comité Gouvernemental pour les droits de l'

Homme (interview de son président Om Yenteng, CN 95) ont montré que sur 3 cas, deux avaient des motifs personnels, et non politiques.

Parler de "140 cas d'atteintes aux droits de l'homme pour raisons politiques" (c'est le chiffre que retiennent les médias) et en conclure qu'il y a un climat général de pressions et de violences est donc abusif. Le commentaire est manifestement orienté.

Dès le 2 juillet, Hun Sen réagissait : *"la plupart des cas de meurtres sont des actes de banditisme; il ne faut pas dire qu'ils sont politiques"*.

L'un des 4 membres du Comité gouvernemental pour les droits de l'Homme, Svay Sitha, a exprimé son "mécontentement" vis à vis du rapport du Centre. Il estime que *"certains de ses membres sont orientés contre le gouvernement"*, et leur reproche d'avoir distribué le rapport à la presse avant de le donner au gouvernement, sans en prévenir leurs supérieurs, contrairement aux accords, empêchant ainsi le gouvernement d'y répondre.

réaction de R. Jennar

Dans un communiqué sur email (*Open Forum* de N. Klein), R. Jennar dénonce fortement la "campagne systématique de désinformation du Centre des droits de l'Homme de l'ONU" que "poursuit Thomas Hammarberg".

"Le rapport pratique une confusion systématique entre les violences et les intimidations liées à la campagne électorale de 1998 et les faits liés à la crise de juillet 1997, à propos de laquelle M. Hammarberg et le

Centre continuent d'adopter le point de vue d'une des parties au conflit, ce qui est totalement contraire aux règles qui régissent l'Organisation des Nations Unies.

"Le rapport présente toutes les violences d'où qu'elles viennent comme si elles étaient imputables au seul PPC et aux seules autorités gouvernementales, provinciales ou locales (...).

deux approches

Cette querelle sur les atteintes aux droits de l'Homme reflète une très nette différence d'approche voire une opposition entre les pays qui s'occupent du Cambodge.

Les uns, américains en général, et Khmers de l'étranger, conservent une forte animosité vis à vis du gouvernement et de Hun Sen en particulier. Ils le considèrent comme "communiste" et l'assimilent aux khmers rouges. Selon eux, Hun Sen ne peut chercher qu'à truquer les élections pour conserver le pouvoir; s'il le perdait, il recourrait à la force.

Pour les autres, le gouvernement fait ce qu'il peut et réussit plutôt bien dans sa lutte contre la violence; l'enregistrement des électeurs s'est très bien passé. Il faut donc faire confiance au processus électoral. C'est en gros l'attitude de l'Union Européenne et celle des pays de l'ASEAN.

Selon que l'un ou l'autre des points de vue l'emportera, les élections seront réputées "crédibles" ou "non crédibles", ce qui ne sera pas sans conséquences pour la suite : pour l'autorité du futur gouvernement, pour l'image du Cambodge, pour ses relations internationales, pour l'aide extérieure, pour les investissements.

Rappelons que dans son interview à *Cambodge Nouveau* (CN 93), l'ambassadeur G. Le Lidec a souligné que la France décidera elle-même si les élections lui semblent crédibles ou non. •

A PROPOS ...

le Funcinpec les gagnera avec une majorité plus large encore qu'en 1993", estime le prince Ranariddh. Il prédit que si le PPC les gagne, "ce sera une dictature, Hun Sen sera Premier ministre pour 20 ans". Ranariddh "n'empêchera pas le Funcinpec de participer à un gouvernement de coalition", mais lui-même "ne participera pas à un gouvernement dirigé par Hun Sen" a-t-il

déclaré le 24 juin.

enregistrement exemplaire

L'enregistrement des électeurs s'est passé de façon exemplaire, à en juger par le nombre des inscrits: 5.394.349, soit 98,3 % de la cible estimée, selon les chiffres du NEC (Comité Electoral National). Les cas de violences et de fraudes restent exceptionnels. Le climat général ne laisse pas prévoir d'affrontement.

L'Union Européenne et l'ASEAN ont exprimé leur approbation.

accès aux médias

Depuis le 25 juin et jusqu'au 24 juillet, les 39 partis ont accès à la radio et à la télévision 7 jours par semaine, un jour sur deux des spots (soumis au NEC) et un jour sur deux des "tables rondes", avec des messages éducatifs et d'information (p. 8). D'autre part un bulletin tiré

chaque jour à 10 000 ex. et distribué largement dans le pays publie les messages des 39 partis.

Sosthène Fernandez

Après 23 ans, le général Sosthène Fernandez qui fut le chef d'état-major des forces de la République du Cambodge de 1971 à 1975, est revenu à Phnom Penh pour une dizaine de

(Suite page 4)

Il est vrai que le Funcinpec est plus ou moins endomagé, démembré, et c' est la raison pour laquelle je me hâte de rejoindre ses rangs.

Je vois que tout ce qui ne va pas revient toujours à la politique. Et les élections sont une occasion de résoudre ce problème.

Moi aussi j' ai créé un parti, qui est inscrit au ministère de l' Intérieur. Mais il y a une quarantaine de partis, et même au départ une cinquantaine ! C' est un luxe démocratique, et c' est dangereux, parce que les voix risquent de se trouver divisées. Les voix que je reçois pour mon parti sont toutes des voix prises dans le Funcinpec.

il n' y a que deux pôles

Je pense qu' il faut faire un choix. Il n' y a que deux partis qui représentent des tendances politiques nettes : le PPC et le Funcinpec. Les autres s' arrangent autour de ceux-là. Il n' y a que deux pôles.

Ce qui les différencie c' est d' un côté la tendance communiste et de l' autre la tendance démocratique.

Ranariddh

"prince de la démocratie" ?

Est-on démocratique du côté de Ranariddh ? On peut répondre que l' origine de ce parti, les gens qui sont autour, et Ranariddh lui-même savent bien ce qu' est la démocratie. J' en ai parlé avec le prince, et c' est ce point là qui m' a encouragé à prendre cette décision. Je l' ai trouvé crédible quand il m' a parlé de démocratie.

Je crois que les événements qu' il a connus ont été une leçon. Il a eu une expérience malheureuse, difficile, mais le bon côté, c' est la leçon.

Ranariddh veut installer dans le pays un processus démocratique. Et je crois qu' au Cam-

Khy Tainglim

ancien ministre, vice-président du Comité National du Mékong, candidat Funcinpec

bodge, pour installer la démocratie, le fils du Roi, ou le Roi lui-même sont les plus indiqués. La société ici est très structurée, le Roi est respecté. On a essayé, de tous bords; mais finalement aux yeux des Cambodgiens c' est toujours le Roi qui représente la vérité.

Ce que nous souhaitons, c' est que Ranariddh devienne "le

dans les villes où on a peut-être des idées différentes. Les Cambodgiens cherchent la paix, la stabilité, un moyen pour survivre.

Souveraineté et intégrité

Pour ma part je suis particulièrement sensible à la souveraineté et à l' intégrité du pays. C' est pour moi le point le plus

- l' intégrité et la souveraineté, objectifs majeurs;
- Ranariddh, figure de la réconciliation et "prince de la démocratie".

prince de la démocratie". C' est lui seul qui est capable d' installer ce processus, c' est lui qui va redonner le pouvoir au peuple. Voilà ce que nous voulons, et lui est d' accord. Un autre aurait des difficultés. La politique est l' art du possible. C' est possible !

Ranariddh a retrouvé la confiance des gens

Sur les résultats des élections, je ne fais aucun pari. Ce que j' ai constaté cependant c' est que Ranariddh a maintenant retrouvé la confiance des gens, l' enthousiasme. Il suscite l' espoir: Il n' est pas seulement le fils du Roi, il a une personnalité. Son idée, c' est la non-violence. Même quand il parle des frontières, c' est toujours en termes pacifiques, de négociations, jamais en termes d' affrontement. Il y a dans le peuple une sorte de foi qui est l' appui de cela.

Il ne faut pas oublier que la majorité des électeurs se trouve dans les campagnes, et non

important.

Par souveraineté, j' entends que les Cambodgiens doivent être maîtres chez eux. Ceci comporte une nette défiance vis à vis des Vietnamiens.

Mais je ne veux pas me fixer sur cette question des Vietnamiens. On ne peut pas ignorer tout ce qui se passe actuellement, à l' occasion des élections. Mais personnellement j' insiste surtout sur le côté cambodgien de la question : que devons-nous faire, nous Cambodgiens, pour rester maîtres de notre pays ?

Les ambassades, la diplomatie, c' est une chose. Mais le plus important est de nous organiser chez nous, pour que nous devenions vraiment responsables de la destinée et de l' avenir du pays.

On sait qu' il y a de l' immigration, des infiltrations, on sait qu' à Phnom Penh et dans les villes il y a beaucoup de Vietnamiens. Beaucoup d' ailleurs se disent

Cambodgiens. Mais c' est notre problème, pas celui des Vietnamiens.

Plutôt que de les chasser, il faut créer des conditions telles que les Vietnamiens ne viennent plus. Il faut que les Cambodgiens "remplissent" leur pays. Et qu' ils occupent les emplois et les postes de responsabilité. Pour le reste, nous avons une loi sur l' immigration. Nous voulons vivre en bon voisinage avec les autres pays et non pas en ennemis. Si on ne prend pas les mesures nécessaires et suffisantes, c' est un danger.

Nous ne voulons pas que d' autres viennent nous exploiter. C' est cela la souveraineté. Si on ne fait pas le nécessaire, le Cambodge que nous connaissons deviendra autre chose.

oui, il y a des gens capables autour du prince

Le prince a le souci de donner à son parti une nouvelle image. Et le Funcinpec ne manque pas de gens capables. Dans mon parti, il y a des intellectuels qui veulent vraiment renforcer le prince. On aura à ce sujet une grande surprise : oui, le Funcinpec peut présenter un bon nombre de gens capables d' avoir de hautes responsabilités. Il a les ressources humaines, des gens d' expérience. On ne les connaît guère, parce que nous jouons "profil bas".

Il appartiendra au prince de prendre des décisions à ce sujet.

Ranariddh - Sam Rainsy ?

Entre Ranariddh et Sam Rainsy, est-ce tout à fait cassé ? Je ne dirais pas "cassé".

Le prince est quelqu' un qui peut devenir la clé de la réconciliation. C' est ce que nous voulons et il est d' accord. Etant bien entendu que chaque côté doit faire un pas, avec la ferme volonté de la réconciliation. Ranariddh tout seul ne pourrait pas.

A PROPOS ...

jours, sur l' invitation du second Premier ministre Hun Sen, à l' occasion du lancement de la campagne électorale.

Il nie "avoir joué un rôle décisif dans le coup d' Etat du 18 mars 1970". En revanche, il a défendu pendant 5 ans le pays contre l' invasion du Cambodge par les khmers rouges. Il est inscrit au PPC depuis 1997.

Il a été reçu par Samdech Chea

Sim, par Hun Sen, par le ministre de la Défense et le chef d' état-major Ke Kim Yan. Sosthène Fernandez nous a dit être frappé par les progrès de Phnom Penh, en bâtiments, en infrastructures, par la sécurité revenue. "La fin des khmers rouges laisse à Hun Sen un champ libre immense. Sa préoccupation maintenant est le développement économique"

Université virtuelle

Lors de son Assemblée générale à Beyrouth, fin avril, l' Aupelf Uref s' est donnée un nom nouveau : l' Agence Universitaire de la Francophonie. Elle demeure l' un des opérateurs de l' Agence de la Francophonie (ex-ACCT). Sa mission reste la même, promouvoir l' enseignement et la recherche en français dans les pays francophones. Parmi les projets en cours de démarrage : l'

"Université virtuelle" (sur le réseau Internet).

Le budget de l' Agence Universitaire de la Francophonie est passé de 8,9 millions de dollars canadiens en 1990 à 57,7 millions en 1997.

La France assure 81 % du financement, le Canada 4,2 %, le Québec 2,9 %, la Communauté francophone de Belgique 2 %, les autres pays, dont la Suisse, Monaco, le Liban, le Sénégal, le Cameroun, ... 10,1 %.

des miracles ...

Un gouvernement de coalition est du domaine du possible. Il devra être assis sur le rapport des forces, en fonction des voix. Il est toujours difficile pour les Cambodgiens, par nature, de travailler ensemble. Mais si nous y arrivons, alors c'est la paix, et alors les Cambodgiens feront des miracles. Ils n'auront pas besoin d'instructions du gouvernement pour relancer l'économie. Le peuple sait quoi faire, si on lui donne seulement la paix et la stabilité.

plutôt qu'un homme fort, une discipline consentie

Est-ce qu'il faut, pour gouverner le Cambodge, un pouvoir fort, étant donné la nature des Khmers ? Je crois que ce n'est pas tellement un homme fort qu'il nous faut, mais plutôt la discipline. Une discipline consentie.

Un exemple : on dit qu'il faut fermer les casinos, et on voit qu'on n'arrive nulle part. Mais s'il y a un consensus, une coopération de bonne foi, alors cela se fera. Sans cette discipline, on tourne en rond.

La réconciliation est primordiale. Et nous voulons que le prince

devienne la figure de la réconciliation. Le Roi va nous aider dans ce sens.

tous les partis disent la même chose

Il y a une quarantaine de partis, mais tous utilisent le même langage, leurs discours disent la même chose : tout le monde veut combattre la pauvreté, tout le monde veut la paix, tout le monde aime la démocratie ...

Nous visons tous le même but, et pourtant nous n'arrivons pas à nous entendre. Il faut que quelqu'un réalise cette réconciliation, cette pacification. Le Funcinpec a pour cela un petit programme d'urgence pour redonner aux gens confiance et espoir.

Tout de suite après les élections il faut une réconciliation nationale. Il faut panser les blessures.

C'est difficile. Mais ce leadership il faut le bâtir autour du prince. Nous voulons qu'il devienne l'homme de la réconciliation nationale.

Khy Tainglim

Ranariddh réconciliateur

Ranariddh n'entrera pas personnellement dans un gouvernement Hun Sen. Il restera chef de parti, il animera les gens de son parti, il sera derrière les ministres, et puis il jouera justement ce rôle de réconciliateur. Il serait meilleur dans ce rôle, avec du recul par rapport à la vie politique quotidienne.

la majorité des gens appuie le prince

Même compte tenu des circonstances, il n'est pas question que le Funcinpec boycotte les élections du 26 juillet. Nous y participerons absolument.

Prévoir le résultat est très difficile, mais j'ai beaucoup d'espoir. Nous sommes présents dans toutes les provinces. Le Funcinpec est plus fort qu'on ne croit. Ranariddh a l'appui populaire. Surtout celui des gens âgés de plus de 30 ou 40 ans, parce que les jeunes ne connaissent pas la monarchie. Les gens qui n'expriment pas leur opinion sont en forte majorité.

rité. C'est parce qu'ils ont peur, ils n'osent pas dire qu'ils sont Funcinpec. Plus ils ont peur, plus ils voteront Funcinpec. Je crois que dans leur cœur ils ont fait leur choix.

Il faut tenir compte aussi du fait que le Funcinpec n'a pas beaucoup de moyens. Que l'accès aux médias est injuste. Mais je crois que la majorité des gens appuie le prince. Pour la simple raison que c'est maintenant une question de vie ou de mort du pays. Les gens en sont conscients. Ils savent qu'avec Ranariddh ils ont une chance d'avoir la paix.

Il faudrait que le prince s'entoure de plus de gens compétents. Le paradoxe est que les gens compétents en général sont pauvres. Ils n'ont pas assez d'argent pour faire campagne.

Ce que nous voulons c'est présenter Ranariddh comme une figure de réconciliation. Et nous voulons qu'il devienne le prince de la démocratie. Il est d'accord. Il nous en a parlé plusieurs fois, il l'a dit dans ses discours. Il en est capable. Mais il faut évidemment qu'on l'entoure. Si on ne fait pas attention il a tendance à s'isoler dans une tour d'ivoire. •

avec l'installation du Secrétariat à Phnom Penh

un nouveau départ pour la Commission du Mékong ?

Avec l'arrivée à Phnom Penh, le 1er juillet, des premiers éléments du Secrétariat de la Commission du Mékong, c'est une phase nouvelle qui commence pour ce très ancien organisme", nous dit M. Khy Tainglim, vice-Président du Comité National du Mékong.

Le déménagement du Secrétariat, installé à Bangkok depuis les origines, va se faire section par section. L'important est que le bâtiment -sur le bd. Monivong, à droite avant le pont- et ses équipements, sont prêts.

Au total, il y aura 100 personnes : représentants des quatre pays membres de la Commission (Cambodge, Laos, Thaïlande, Vietnam), et experts de très diverses nationalités.

En fait on ne sait pas exactement qui va venir, l'incertitude concerne surtout les Thaïs.

Les experts, une quarantaine, ressortissants des pays membres ou d'autres pays, qui sont des ingénieurs, des gestionnaires, des spécialistes de la pêche, de l'environnement, de la navigation, de l'hydrographie, etc ... ceux-là viennent s'installer, souvent avec leur famille. S'y ajoutent, hors Secrétariat, les responsables ou spécialistes des sociétés qui ont à faire avec le Secrétariat. Lorsqu'il s'agit de l'utilisation des eaux par exemple, la firme qui a été désignée envoie, pour des périodes variables, des ingénieurs et des techniciens, ... Il y aura ainsi un va-et-vient constant. Pour l'instant ce n'est pas encore le cas. Avec le déménagement et avec

les élections au Cambodge, il faut laisser à tout cela le temps de se mettre en place.

On crée d'autre part des emplois pour les Cambodgiens au fur et à mesure des besoins : entretien, chauffeurs, gardiens, jardiniers, ...

Donc, du côté du déménagement du Secrétariat, pas de problème.

une occasion unique

La Commission du Mékong n'en a pas moins ses problèmes spécifiques.

Le financement en est une. Nous sommes à ce sujet dans une phase de redressement et de rattrapage. Une Commission financée par le PNUD recherche la façon de trouver les moyens nécessaires. Il s'agit de "vision", de "plan stratégique", de "domaines urgents", de coopération ... tout cela pour gagner la confiance des donateurs.

Il y a quelques mois, les donateurs se sont montrés assez méfiants vis à vis du déménagement. Ils craignaient que l'élan se trouve cassé. Mais maintenant il y a au contraire un accord général sur les objectifs, et nous Cambodgiens nous voulons sai-

sir cette occasion pour faire une relance.

Nous voulons profiter de ce déplacement pour avoir une nouvelle vision, une nouvelle ambiance, un nouveau programme. Tout le monde partage ce point de vue.

Mais évidemment on attend aussi les élections. Si elles se passent comme il faut, comme on s'y attend, alors il y aura de l'enthousiasme. Ce sera le grand départ de la Commission du Mékong. Les donateurs attendent cela.

Le Cambodge doit être à la hauteur. Nous ne devons pas manquer cette occasion unique. Parce qu'alors ce serait un échec fatal. Mais je suis confiant par nature.

Ce projet de développer conjointement le Bassin du Mékong attire les financements, les investissements privés étrangers, et c'est pour le Cambodge l'occasion de jouer un rôle régional important, de reconstruire son image. Phnom Penh va jouer un rôle régional depuis longtemps perdu. •

Sur ce sujet: Khy Tainglim : "Développer le Bassin du Mékong (CN 85); et Sin Niny : "Bassin du Mékong : situation et projets" (CN 87).

FINANCES PUBLIQUES

Ce ne sont pas les recettes qui posent le plus de problèmes aux finances publiques, mais les dépenses.

Les recettes rentrent à peu près conformément aux prévisions : un peu au-dessous en riels constants (de 10 %), et en dollars. Mais au-dessus en riels courants. Les rentrées d'impôts, pour 5 mois, sont 15 % au-dessus des prévisions. Les rentrées des douanes au contraire sont faibles. Au total, pas de problème majeur.

Le niveau des dépenses au contraire est très préoccupant. Il s'agit d'un vrai dérapage, selon notre source. La Sécurité (l'Intérieur) a dépensé en 3 mois plus de la moitié de son budget pour les dépenses courantes, et en 5 mois les 2/3.

Il y a des retards de salaires dans la fonction publique. On peut dire qu'ils sont habituels, mais ils touchent surtout les enseignants, et les ministères civils en général, quelque 100 000 fonctionnaires. "Ceux qui portent une arme sont moins mal servis".

Le problème du bois, des coupes anarchiques, est pris très au sérieux au ministère des

Finances. Mais on se montre rassurant. "Maintenant on sait d'où vient le mal. On sait qui est derrière les désordres". On considère de ce fait que le mal est guérissable. On a des idées sur les remèdes.

On fait observer qu'il n'y a pas, au total, de coupes "illégales" puisqu'à chaque coupe correspond un document officiel. C'est l'autorité qui est mal définie. On ne croit guère, d'autre part, à l'efficacité d'un corps de gardes armés. Des contrôles auraient des "effets secondaires" nuisibles. Ce n'est pas à ce niveau qu'il faut intervenir, mais en amont : il faut prévenir le mal. Les coupes anarchiques ont trois causes :

- le problème général de la corruption;
 - le désordre chez les militaires "qui sont protégés par le pouvoir";
 - le dysfonctionnement de l'administration.
- Il faut donc, plutôt que d'installer des contrôles, traiter cet "environnement" : démobilisation des forces armées, réforme administrative ... Le mal est curable.

Le gouvernement a-t-il emprunté à la Banque nationale ?
La Banque nationale ne veut pas répondre sur ce point. Ni sur des rumeurs selon lesquelles il y aurait des retraits de fonds dans certaines banques, et des transferts à l'étranger.

ASEAN

l'adhésion du Cambodge est pour décembre 98

Le Cambodge reste déterminé à intégrer l'ASEAN, l'Association des pays du Sud-est asiatique, a rappelé récemment le ministre des Finances M. Keat Chhon.

Le Secrétaire général de l'Association Rodolfo Severino a estimé de son côté que le Cambodge, ayant rempli toutes les conditions nécessaires, avait de bonnes chances de rejoindre l'Association lors du sommet annuel qui se tiendra à Hanoï les 15 et 16 décembre prochain.

L'admission officielle, qui avait été remise en juillet 1997 en raison de la situation politique, aurait pu avoir lieu dès juillet 98 lors de la conférence des ministres des affaires étrangères, mais la date, le 23 juillet, est trop proche des élections du 26.

une ambiance favorable

En tous cas l'ambiance est favorable au Cambodge, nous dit madame You Ay, responsable du département ASEAN au ministère des Affaires étrangères. On l'a vu lors du Forum sur la Sécurité Régionale qui vient de se réunir à Manille (il groupe Etats-Unis, Canada, Union Européenne, Russie, Chine, Inde, Australie, Nouvelle Zélande, Japon, Corée du Sud, les dix de l'ASEAN : 9 + le Cambodge).

On y organise la lutte contre tous les trafics, et notamment la drogue. C'est lors d'un semblable Forum qu'a été créée la

"troïka" et le groupe des "Amis du Cambodge".

Cette fois, on s'y est préoccupé des tests nucléaires de l'Inde et du Pakistan, de l'insécurité en Indonésie, et l'on a reconnu que le Cambodge avait réalisé des progrès pour la préparation des élections.

D'autre part, le Vietnam qui sera l'hôte du prochain sommet de l'ASEAN, appuie nettement la candidature du Cambodge.

Les réticences exprimées par certains pays en 1997 à cause de la situation politique au Cambodge ont disparu avec la candidature du prince Ranariddh aux élections.

Sur son agenda, le Cambodge a maintenant deux tâches : - les documents à signer pour les formalités de l'adhésion; - et les négociations concernant l'AFTA (*Asean Free Trade Area*).

AFTA : le cas du Cambodge

L'adhésion du Cambodge à l'ASEAN, qui aurait dû intervenir en juillet 1997, va donc se trouver retardée de 18 mois.

La question se pose en conséquence du calendrier des réductions tarifaires qui font l'essentiel des obligations du Cambodge, dans le cadre de l'AFTA, *Asean Free Trade Area*.

Rappelons que selon l'accord sur le CEPT (*Common Effective Preferential Tariff*) signé en janvier 1992, les membres de l'ASEAN ont jusqu'à 2003 pour faire passer leurs droits de douane, par étapes, à un maximum de 5 %.

Mais il a été convenu, rappelle

M. Kun Nhem, directeur adjoint du département ASEAN au ministère de l'Economie et des Finances, que les nouveaux membres, le Laos, le Myanmar et le Cambodge, ont un calendrier particulier, plus étalé que celui des 7 autres membres, pour appliquer les réductions de droits aux importations, puisqu'ils commencent le processus de réduction 5 ans après les autres. La date limite pour eux est le 1er janvier 2008.

Le Cambodge, qui finalement adhère avec presque 18 mois de retard sur les autres nouveaux membres, doit-il s'en tenir à ce calendrier ? Ou bien bénéficier d'un délai supplémentaire équivalent ?

On en est au stade d'échanges non officiels avec le Secrétariat de l'Association. Le Cambodge a nommé un négociateur.

On peut signaler aussi, dit M. Kun Nhem, qu'il existe au sein du Secrétariat un courant d'opinion qui voudrait accélérer le rythme des réductions tarifaires, de façon à atteindre la liberté des échanges plusieurs années plus tôt que convenu.

les quatre listes

Quatre catégories de produits sont prévues :

- les produits relevant du régime général ("*inclusion list*") sont les plus nombreux. Les droits aux importations seront réduits par étapes, à des rythmes différents selon le montant des taux (*calendrier dans CN 72*);

- les produits temporairement exclus. Les droits doivent être réduits par étapes annuelles de 20 % de façon à être supprimés dans un délai de 5 ans.

- les produits qui sont de toutes façons interdits à l'importation : drogues, publications licencieuses, armes ...)

- les produits dits "sensibles" parce que des importations concurrentes menaceraient leur existence, ou la politique des gouvernements les concernant (le riz, le sucre en Indonésie ...).

Le Cambodge a terminé le projet de première liste. Les trois autres sont en préparation, avec les ministères concernés : Agriculture, Commerce, Industrie, ... La mise au point de ces listes est délicate, parce que d'un côté il ne faut pas chercher à protéger trop, il ne faut pas craindre la compétition, mais en même temps il ne faut pas empêcher des activités locales de naître et de croître.

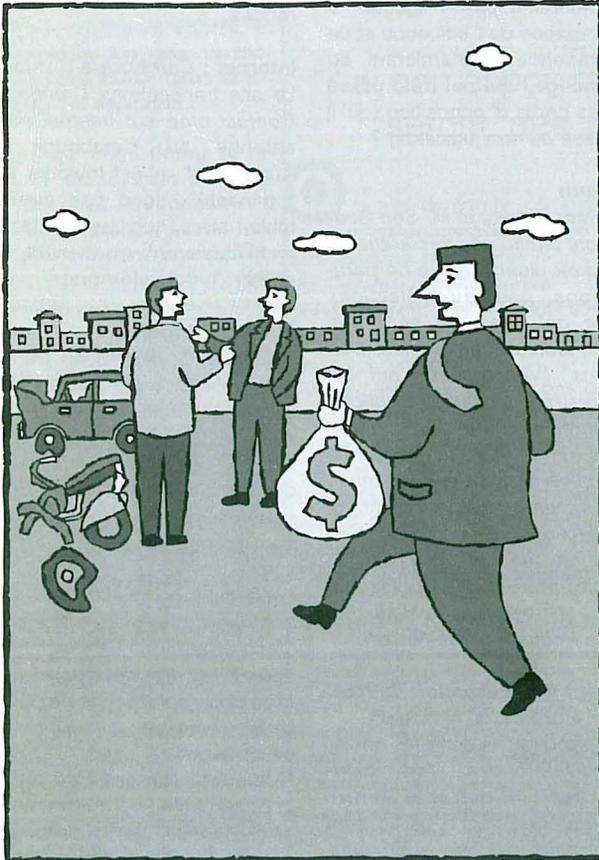
ambassades nouvelles

En principe, le Cambodge devrait avoir des ambassades dans chacun des pays membres de l'ASEAN. Des ambassades existent à Hanoï, à Vientiane, à Bangkok, à Djakarta. L'ambassade de Bangkok est responsable aussi de Singapour et de la Malaisie, celle de Djakarta des Philippines et de Brunei.

Une ambassade va être ouverte à Kuala Lumpur. Ensuite à Singapour. Plus tard à Manille, à Yangon, à Brunei.

Ces ambassades permettront de suivre les conférences, très nombreuses dans le cadre de l'ASEAN (plus de 200 par an) sans qu'il soit besoin d'envoyer chaque fois des représentants de Phnom Penh. On ne le fera que lorsque la présence d'experts sera indispensable.

Accident de la route? Etes-vous assuré? Pas de problème appelez Indochine Insurance.



- Indochine Insurance offre :
- Automobile
 - Un service efficace et rapide
 - Des experts pour vous conseiller sur :
 - Evaluation des risques
 - Expertise des sinistres
 - Prévention
 - Motocyclette
 - Santé
 - Accident du travail
 - Aviation
 - Transport de marchandises
 - Assistance rapatriement, etc...

Notre gamme comprend :

- Tous risques chantiers
- Incendies et risques divers

indochine
INSURANCE
FULL COVER, TOTAL CONFIDENCE

Indochine Insurance #55, Street 178, No Problem Park, Phnom Penh Tel. 428 905/368 050/428 513/982 474 Fax 428 338

Agent pour : Assurances Générales de France (AGF) IART • American International Group (AIG) • The Cambodian National Insurance Company (Camnico) • Cigna • Journeyman Services • Lloyd's of London • SCOR Re • Somnithsen Scandinavia Group (SSGI) • Willis Faber Dumas

développer l' agro-industrie un entretien avec M. Chan Tong Yves sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture

Hévéaculture : tout le monde est d'accord, il faut des investissements. Il a été décidé de transformer les plantations existantes en entreprises publiques ayant l'autonomie financière, chacune gérée par un conseil d'administration. On a décidé aussi de développer les plantations villageoises et familiales, nouvelles ou anciennes ayant été abandonnées. La Banque Asiatique de Développement et la Banque Mondiale y ont insisté.

La Banque Mondiale a fait appel à des consultants internationaux qui apporteront l'assistance technique nécessaire. Ces nouvelles études porteront sur la fertilité du sol, les clones, etc... On souhaite donc promouvoir des investissements locaux, mais étrangers aussi.

Pour le jute, il y a des potentialités, mais le problème est celui du marché. En pratique, la culture du kéraf a beaucoup diminué dans la région de Battambang, faute de marché.

Le coton : le sol et le climat s'y prêtent, mais là aussi c'est une question de marché, les paysans de Kompong Cham ont tendance à abandonner la production. Un problème est la protection des plants de coton contre les parasites. Il existe un projet de relance, mais pas de réalisation.

Le cacao : c'est une bonne idée, il y a des terres favorables pour le cacao comme pour le café, dans les provinces de Mondul-kiri, Rattanakiri, Kratie, Stung Treng... Il y aurait un marché local, et si on pouvait les transformer ici, ces productions se substitueraient aux importations.

On peut même envisager des exportations. Il y a dans ces domaines des potentialités élevées.

La noix de cajou, et son traitement au Cambodge, cela reste une bonne idée (CN 20). De même le **cassave** avec lequel on fait le tapioca.

Le **palmier à huile** est un cas particulier. C'est ici une culture nouvelle. Les conditions ne sont pas les mêmes qu'en Malaisie. Il n'est pas sûr qu'au Cambodge il y ait assez de pluie et d'eau dans le sous-sol. Il faut attendre le résultat de plantations réalisées par Mong Reththy pour en juger (CN 94). En ce qui me concerne je ne suis pas entièrement convaincu. Il est certain que si le palmier à huile est un succès, il permet une rentabilité financière bien plus grande. Mais il y a plus de risque, puisque l'expérience n'a jamais été tentée en grand. Il faut encourager tous ces investissements pour mieux connaître les possibilités.

Au total, il me semble qu'il serait plutôt justifié d'orienter les investisseurs vers l'**hévéaculture**, la **noix de cajou**, peut-être le **coton**, et la **canne à sucre**, qu'il faudrait associer à une raffinerie. Les conditions sont favorables à la canne à sucre. Là encore, il faut étudier le marché.

On peut aussi penser au **bois**. Planter du teck, des essences précieuses, serait rentable, mais il faut attendre trente ans... et que la paix soit tout à fait établie. En revanche, on pourrait planter des essences à pousse rapide comme l'**eucalyptus** et l'**acacia** qui servent à la fabrication du papier.

CAMBODGE
NOUVEAU
*
le journal
des
décideurs
*
votr
meilleur
investis-
sément

Cambodge Nouveau
Bi-mensuel
Politique, économique, finances

directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Enquêtes Suy Sothea
Mise en pages Pen Mary
Impression CIC
Centre Informatique du Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu sur abonnements seulement
exemplaire gratuit sur demande

tel 012 803 410 - 023 214 610

e-mail Cambodge.Nouveau@forum.org.kh

LIVRES LIVRES LIVRES

L'Ange et le Cachalot

Saturé de foot ? Vous pouvez retourner à cet autre petit écran, le livre, à cet autre vice impuni, la lecture, avec le dernier livre de Simon Leys. Cet universitaire intrépide, ce sinologue éminent, traducteur des *Entretiens* de Confucius, s'est autrefois rendu fameux, et fait détester des maoïstes d'alors, en dénonçant les calamiteuses initiatives de Mao Tse tung, le Grand Bond en Avant et la Révolution Culturelle. On n'a pas oublié *Les Habits neufs du président Mao* (1971), *Images brisées* (1976), *Ombres Chinoises* (1978), des livres fracasseurs d'idées reçues, qui n'ont pas seulement ouvert les yeux de quantités de naïfs, de crédules et d'ignorants abusés par la rhétorique dominante à l'époque - celle de beaucoup de distingués intellectuels -, mais amené des foules de lecteurs à s'intéresser à la Chine avec l'esprit qu'il faut : curiosité, ouverture d'esprit. Le livre s'ouvre avec un chapitre sur Confucius, qui corrige l'image traditionnellement admise de "vieux pédant rabâcheur (...), pompeux, pesant, perpétuellement comme-il-faut (...), de ces gens "qui réussissent à pousser la modération trop loin", et même de "lugubre cuistre". En réalité, pas du tout ! Confucius était passionné, enthousiaste, très sportif, son ambition et sa vocation étaient la politique et c'est faute d'y réussir qu'il a été éducateur et politologue. L'une de ses idées : pour gouverner un pays, les moeurs sont plus importantes que les lois. Le prince gouverne par sa puissance morale. La cohésion profonde d'une société n'est pas assurée par des dispositions légales, elle se fonde sur un commun respect des conventions morales. En quoi Confucius, fait remarquer Simon Leys, est remarquablement proche des principes hérités du siècle des Lumières : "Quand un peuple a de bonnes moeurs, les lois deviennent simples" : est-ce de Confucius ? Ou de Montesquieu ? En tous cas, le sujet est aussi moderne qu'il y a 2500 ans. Un chapitre sur la calligraphie chinoise, avec entre autres cette observation inattendue : "en

Chine, c'est l'écrit qui a précédé la parole".

Le reste du livre et délibérément littéraire.

Mais pourquoi pas une escapade avec ce Belge, infatigable sauteur d'idées reçues ("*La Compagnie Internationale des Grands Clichés*") et de gloires usurpées, qui ne craint pas même de tailler Malraux en pièces, d'égratigner Balzac, d'estoquer les universités "où maintenant il semble qu'on s'occupe moins de former des humanistes que de produire des brutes spécialisées".

On ne s'ennuie jamais, que l'on cotoie Siméon, Malraux (le récit de ses rencontres avec Mao et avec Ernest Hemingway) ou des auteurs moins connus des Français comme D.H. Lawrence -le véritable "inventeur" de l'Australie selon S. Leys; comme l'extravagant, insupportable, et merveilleux prosateur Evelyn Waugh ("*quand il mourut enfin, l'Intelligentsia laissa échapper un soupir de soulagement*"), qui fut aussi un menteur de grand talent (sa rencontre désopilante avec Paul Claudel); ou encore comme R.L. Stevenson et sa défense du père Damien, ...

Plusieurs chapitres sont consacrés à la traduction. On y croise bien sûr Valéry Larbaud, Baudelaire, Coindreau, saint Jérôme évidemment, mais aussi le génial Lin Shu qui a créé en chinois, à partir de dizaines de romans étrangers, bons ou non, une oeuvre monumentale et admirable, bien souvent supérieure aux originaux (il vaut mieux lire *La Dame aux camélias* en chinois paraît-il). Le narquois Jin Shengtan et ses "Trente-trois délices". Aussi l'étonnant R.H. Dana (*Deux ans sur le gaillard d'avant*), et bien d'autres ...

Du drôle au grave, bon dans tous les registres, on parcourt sans fatigue avec Simon Leys d'immenses domaines. Chacun, selon son humeur et ses penchants, y trouvera sa provende. Et pourquoi en fin de compte ce titre bizarre ? Il vient de Chester-ton :

"(...) mais celui qui tente d'accorder des anges avec des cachalots doit, lui, avoir une vision assez sérieuse de l'univers".

A.G.

L'Ange et le Cachalot, par Simon Leys, 208 p., Seuil, 1998.

MEDIA S

The Mirror : thèmes

Les principaux thèmes utilisés par les candidats aux élections, selon l'éditorial du *Mirror* du 21 juin :

- l'environnement, en particulier la déforestation ; - la protection contre toute perte de territoire ; - l'économie ; - la corruption.

Ne faudrait-il pas y ajouter la dénonciation de l'influence et de la présence vietnamienne au Cambodge, thème très utilisé par les partis d'opposition (qu'il paraisse ou non judicieux) ?

Proyuth

"M. Sam Rainsy et M. Son Soubert ont publié une déclaration à Bangkok disant "Nous ne participerons pas aux élections parce qu'elles ne sont pas libres, justes ni équitables. Des "Yuons" (Vietnamiens) ont été enregistrés, ce qui a empêché un grand nombre de Cambodgiens de l'être, et les partis politiques ne sont pas autorisés à s'exprimer publiquement. Si les élections sont organisées en violation de la volonté du peuple, nous n'y participerons pas". (Proyuth 22-23 juin, d'après traduction *The Mirror*).

Bureau d'Information du NEC (Comité Electoral National)

Des discussions entre les partis, par tables-rondes, sont diffusées sur TVK depuis le 26 juin. Huit groupes de 5 partis sont déterminés par tirage au sort. Chaque représentant a 5 minutes pour s'exprimer. Les premiers thèmes :

- "si votre parti gagne les élections, quelles seront vos priorités pour développer l'économie ?"
- "si votre parti gagne les élec-

tions, quelles mesures prendrez-vous pour diminuer la corruption ?"

- "quelle sera votre politique vis-à-vis des partis d'opposition si vous gagnez les élections ?" Les mêmes 5 partis se retrouvent face à face pour 3 tables-rondes, ensuite d'autres répartitions, déterminées par tirage au sort, changent les partenaires. Il est prévu au total 15 tables-rondes.

Internet : Cambodia Contact

Le site francophone *Cambodge Contact* créé sur Internet par l'antenne au Cambodge de Aupelf-Uref n'est toujours pas "connecté", donc pas consultable, alors que les obstacles techniques ont maintenant été levés.

Internet : Vigidoc

Ce "pôle d'information francophone" financé par l'Agence de la Francophonie (ex-ACCT) est élaboré par le réseau *Ibiscus*. *Vigidoc* ajoute maintenant un dossier Cambodge à la liste de ses dossiers-pays jusqu'à présent presque exclusivement africains.

Ce dossier comporte : "une présentation du pays, quelques "liens utiles", une bibliographie : documents disponibles au CCF et monographies sur le Cambodge avec une petite analyse de contenu".

Quelques paragraphes assez approximatifs sont consacrés aux médias du Cambodge. *Cambodge Nouveau* est mentionné. Une collaboration plus suivie entre *Vigidoc* et *Cambodge Nouveau* est envisagée. •

Cambodge Nouveau ne le copie pas eitez-le



EUROPEA FINANCE

Membre du Syndicat Français des Assurances Conseils
Membre Associé de la Chambre Nationale des Conseils-Experts Financiers

VALORISEZ VOTRE EPARGNE ET VOS INVESTISSEMENTS

Société de Conseil en Gestion de Patrimoine indépendante, nous sélectionnons nos partenaires en fonction de **VOS BESOINS** et de **VOS OBJECTIFS**.

IMMOBILIER : - Loi Périssol (défiscalisation)
- Loi 48

FINANCIER ET ASSURANCE-VIE : - Constitution d'épargne (contrats français et luxembourgeois)
- Portefeuilles de SICAV et d'OPCVM.

Etude personnalisée et gratuite - Xavier Mathevet - 012 801 947

Domiciliation : BP 808 - No Problem Insurance Park - N° 55 rue 178 - Phnom Penh
Royaume du Cambodge - Tél : 023 428 513 - 023 982 474
Fax : 023 428 338 - Email : xmathevet@indochine.com.kh

